

13 12 2005

De la part de Sylvain Lepage je vous envoie pour M. Jean Guy Labrosse un article de journal le devoir. le mardi 30 mars 2000 a mettre a la suite de la lettre. de M. Jean Guy Labrosse et également le procès verbal. du 30 juin je vous envoie de la part de M. Joseph Martin. a mettre a la suite de la lettre de Fernand Devault. la lettre le mot du président. pour se qui est de qui a fait l'enregistrement. il est la copie de Jean Noël Mathieu. que je remercie au passage. pour se qui est de l'article du devoir. vous pouvez me citer. je me souviens bien que Bruno Roy a été a une assemblée générale. que les orphelins n'avaient pas de besoin du comité d'appui de soutien. moi je soutiens le contraire. ça ne prend pas un génie. pour s'apercevoir. que ça aura pu faire. un fameux sous-comité. de tout ses personnes. de toute cette compétence. de toute ses milieux. et au sujet du journal l'alternatif politique. de février 1998. car Bruno Roy était président du comité. est membre du parti québécois. selon ses propres aveux a une question. que je lui avais posé. a une assemblée générale. M. Bruno Roy vous avez mêlé. la politique et vos convictions politiques. au dossier des orphelins de Duplessis. vous deviez être neutre. Entre les deux dossiers. se que vous n'avez pas fait. M. Sylvain dorait j'aimerais pouvoir lire. vos impressions sur l'article du journal. si au mentionné sur les parti au jaune. merci a vous pour votre travail Sylvain Lepage.

*Sylvain Lepage*

Pierre Dubuc



En réponse à Bruno Roy et Charles Gagnon

# Les pièges ne sont pas là

## où l'on pense

La tenue du *Rassemblement pour une alternative politique*, auquel ont participé plus de 600 personnes, les 28 et 29 novembre, suscite beaucoup d'intérêt dans les milieux progressistes et souverainistes. Le débat amorcé au Rassemblement se poursuivra lors de colloques régionaux avant la tenue du congrès de fondation prévu pour le printemps prochain. Mais déjà, *Le Devoir* a accueilli dans ses pages des contributions de Charles Gagnon, l'ancien secrétaire-général du mouvement maoïste *En Lutte*, et de l'écrivain Bruno Roy. Alors que Gagnon met en garde les progressistes contre le «piège de la souveraineté», Roy dénonce le «piège de la gauche» avec sa «liste d'épicerie de revendications» et son «projet de société».

Il est aujourd'hui nécessaire pour les souverainistes progressistes de se doter d'une nouvelle organisation politique capable d'entreprendre, dans l'intérêt des classes populaires, les «négociations stratégiques» nécessaires.

**S**elon Bruno Roy, «la réalisation de l'indépendance ne sera possible que par l'abandon de notre liste d'épicerie» et il a même déclaré, lorsqu'il est intervenu au micro le 29 novembre pour appuyer une résolution en ce sens, qu'il était prêt à abandonner ses revendications en faveur des Orphelins de Duplessis, dont il est, comme on le sait, un des porte-parole.

Dans l'article publié dans *Le Devoir*, Bruno Roy met en garde contre le «dogmatisme» et le «corporatisme» de la gauche. Il écrit: «que la réalisation d'un projet de société défini par des groupes d'intérêts soit subordonnée à une idéologie programmée, à une option éthique préfabriquée ou à un impérialisme culturel défini par une élite corporative, c'est là que ça ne va pas». Bien entendu, Roy a en tête un hypothétique

«projet de société de gauche», mais feint d'ignorer ce que nous avons présentement devant les yeux, avec l'objectif du Déficit Zéro (objectif «dogmatique» s'il en est un), un véritable projet de société «subordonné à une idéologie programmée», «à une option éthique préfabriquée» et «à un impérialisme culturel», soit le néolibéralisme. Voilà où se trouve aujourd'hui le véritable «dogmatisme» que M. Roy prétend abhorrer.

En ce qui a trait au «corporatisme», rappelons que ce «projet de société du Déficit Zéro», en vertu duquel on légitime le démantèlement des services de santé, de notre système d'éducation et de nos autres outils collectifs, a bel et bien été «défini par une élite corporative» lors du fameux Sommet économique, celle qu'il est convenu d'appeler le Québec Inc. Et, pour reprendre les paroles mêmes de M. Roy, «c'est là que ça ne va pas», comme l'ont affirmé, haut et fort, les quelque 600 personnes présentes au Rassemblement pour une alternative politique.

### Cause toujours, mon lapin

M. Roy nous dit que «ce contre quoi il faut s'attaquer, c'est la perversion même de l'idée de l'indépendance qui, sous la gouverne du Parti québécois, s'est affadie», mais il nous avertit qu'il n'est d'accord avec une «réflexion critique (que) si celle-ci ne se transforme pas en négociations stratégiques». Autrement dit, libre à nous de critiquer le nouvel étapisme du Parti québécois avec son «partenariat-souveraineté», sans oublier «l'étape» du Déficit Zéro, mais notre appui à sa stratégie référendaire doit demeurer inconditionnel! Cause toujours, mon lapin, mais pas question, bien évidemment, de présenter des candidats aux prochaines élections ou de créer un nouveau parti politique. Pas question de «négociations stratégiques» pour l'obtention, par exemple, d'un mode de scrutin

3- ✓

proportionnel, ou encore de législations favorables aux classes populaires ou... aux Orphelins de Duplessis.

Les «négociations stratégiques» font partie du domaine réservée des relations avec le milieu des affaires ou avec la communauté anglophone. En échange d'un appui, ô combien hypothétique, à la souveraineté d'un Laurent Beaudoin, d'un Bérard, ou de la communauté anglophone, le gouvernement peut virer sans-dessus-dessous notre régime fiscal ou ériger la Loi 101, c'est de bonne guerre. Émasculer le projet souverainiste en le moulant dans le partenariat pour rassurer Bay Street, garantir d'avance notre participation à l'OTAN et à NORAD pour chercher à plaire à l'Onclé Sam, voilà une «liste d'épicerie» que ne renierait sans doute pas Bruno Roy. Mais que les sans emploi, les travailleurs et travailleuses, les pacifistes, les féministes, puissent vouloir se doter d'une organisation politique pour entreprendre des «négociations stratégiques» avec d'autres forces politiques, «cela relève d'un copratisme immoral», nous dit Bruno Roy.

#### Du «préjugé favorable aux travailleurs» au Déficit Zéro

Les dirigeants du Parti québécois applaudiront sans doute aux propos de M. Roy, mais ils savent pertinemment bien qu'ils doivent, à tout le moins, composer avec la «liste d'épicerie» de revendications populaires que l'écrivain juge si «immorales». Nous en avons eu la preuve, lors de la dernière campagne référendaire, lorsque le gouvernement péquiste a jugé nécessaire pour mobiliser la population de l'inviter à participer à une vaste consultation sur l'avenir du Québec en vue de définir un «projet de société.» De même, à quelques semaines du référendum, alors que la campagne du Oui ne décollait pas, le premier ministre Parizeau n'a-t-il pas senti le besoin de radicaliser considérablement son discours et de s'attaquer aux forces de l'argent, au point où des chroniqueurs politiques ont parlé de discours de

«lutte de classes».

C'était bien sûr pure démagogie et non le reflet de courants politiques de gauche au sein du Parti québécois, ces derniers ayant pratiquement disparu. Mais il n'en a pas toujours été ainsi. Jadis, lorsque ce parti était un véritable parti de masse avec plus de 300 000 membres, les intérêts de différentes classes s'y côtoyaient et donnaient lieu à ces «négociations stratégiques» honnies par M. Roy. C'était l'époque du «préjugé favorable aux travailleurs». Bien sûr, les intérêts de l'élite québécoise dominaient, mais on ne pouvait écarter du revers de la main les revendications des classes populaires.

Le PQ actuel n'est plus que l'ombre du grand parti de masse qu'il fut et la situation actuelle n'est que l'aboutissement d'une longue lutte menée par les éléments réactionnaires de sa direction pour marginaliser, isoler, écarter l'aile progressiste du parti. Voilà pourquoi il est aujourd'hui nécessaire pour les souverainistes progressistes de se doter d'une nouvelle organisation politique capable d'entreprendre, dans l'intérêt des classes populaires, les «négociations stratégiques» nécessaires.

#### Le piège de Charles Gagnon

Si, pour Bruno Roy, le piège est le «projet de société», dans le cas de Gagnon, c'est la souveraineté. La gauche, écrit Gagnon, doit, pour organiser la résistance aux forces de droite, mettre de côté le «clivage entre indépendantistes et fédéralistes ou indécis» et «chercher à regrouper tous les progressistes du Québec, indépendamment de leur langue, de leur couleur, de leur religion». Puis, reprenant l'argument-massue des fédéralistes contre le projet souverainiste qui ne serait que l'expression d'un «nationalisme ethnique», Gagnon nous dit que «c'est d'ailleurs ainsi seulement qu'elle (la gauche) fera la preuve de sa prétention selon laquelle le peuple québécois inclut toutes les personnes vivant sur le territoire québécois».

Ce n'est pas la première fois que Charles Gagnon nous sert, arrosés d'une sauce progressiste, des plats concoctés dans la cuisine fédéraliste. Lors du référendum de 1980, alors qu'il présidait aux destinées du groupe maoïste En Lutte, il faisait campagne pour l'annulation, une forme déguisée du Non. Deux des principaux arguments de sa campagne étaient qu'une victoire du Oui renforcerait la domination américaine sur le Québec et le Canada et, surtout, que le Oui diviserait la classe ouvrière canadienne.

Le Canada, rempart contre la mainmise américaine?

À cette époque, les groupes maoïstes En Lutte et son frère jumeau, le Parti Communiste Ouvrier (PCO), dénonçaient le nationalisme québécois, mais se rangeaient derrière le nationalisme canadien. C'est ainsi qu'on a vu le PCO dénoncer les politiques du gouvernement péquiste en faveur des sociétés d'État québécoises qui ne visaient, disait-il, qu'à «enrichir la bourgeoisie québécoise», mais se porter à la défense de Pétro-Canada au nom des «intérêts du peuple canadien».

Aujourd'hui, le débat n'est plus d'actualité. Depuis la signature du traité de libre-échange, l'intégration économique entre le Canada et les États-Unis s'est poursuivie à une cadence accélérée et le nationalisme canadien est moribond. Le plus ironique dans tout cela est que la victoire des fédéralistes en 1980 a fait avancer l'intégration économique nord-américaine, alors qu'une victoire souverainiste aurait sans doute permis d'établir une alliance stratégique entre le Canada et le Québec pour s'opposer à la mainmise américaine.

On se souviendra que le gouvernement Lévesque proposait en 1980 au Canada anglais «une nouvelle entente d'égal à égal entre le Québec et le Canada». C'était d'ailleurs le titre du Livre blanc qui fut alors déposé. On connaît la suite des événements. Le projet fut rejeté, lors du référendum. Puis, par dépit et par un calcul politique discutable, René Lévesque prit le «beau risque» de chercher plutôt une alliance avec les États-Unis en appuyant les Conservateurs de Brian Mulroney et leur projet de libre-échange. Jacques Parizeau, même s'il était en désaccord avec certains aspects du «beau risque», endossa la stratégie d'une alliance avec les États-Unis et appuya ouvertement le libre-échange. En fait, c'est l'appui du Québec qui permit l'élection du gouvernement Mulroney et l'accord de libre-échange au grand dam des nationalistes canadiens. Finalement, en rétrospective, on se rend compte que la défaite du Oui accéléra l'intégration du Canada aux États-Unis et non l'inverse comme le prêchaient Gagnon et ses compères maoïstes.

#### Divisions et unité de la classe ouvrière

L'autre argument vedette des maoïstes de 1980 ressemble beaucoup à celui que nous sert Charles Gagnon. À l'époque, nos maoïstes se prosternaient bien bas devant le postérieur du prolétariat canadien et défiaient sa